

7 Jours *Filpac CGT*

n°29 – jeudi 4 avril 2013

Directeur de publication : Marc Peyrade – Rédaction : Jean Gersin (gersin@filpac-cgt.fr) Filpac CGT - tél. : 01 55 82 85 74 - filpac@filpac-cgt.fr - www.filpac-cgt.fr

Et s'il n'y avait qu'une seule affaire ?

Nous ne pratiquons pas l'indignation sélective. Il n'y a qu'une seule affaire, celle de l'obsession de l'enrichissement immédiat, pratiqué dans l'indifférence à l'égard d'une immense majorité de la population considérée comme autant de perdants. Les chômeurs, les privés de droits, les licenciés, les licenciables, les précaires, les sous-payés, les pauvres...

« La loi n'est rien, le marché est tout. » Combien de fois le patronat, et les experts en libéralisme nous l'ont assénée, cette vérité libérale première. Ordonnant la société jusque dans ses moindres recoins, le marché l'emporte sur la démocratie. La loi n'est rien, le contrat dicté par le Medef est tout, comme le montre l'accord sur la flexibilité, que s'approprient à adopter nombre de députés de tous bords. On ne met pas au rebut le Code du Travail et les lois fondamentales sans quelque conséquence...

C'est ainsi que le ministre incriminé n'est pas une fleur du mal perdue dans un champ de roses. Il représente l'ordinaire du monde des affaires, considérant la politique comme une carrière, les labos pharmaceutiques comme une usine à cash, la pratique de la médecine comme une boutique à fric. Seul au monde, Cahuzac, ou terriblement banal, comme le mal capitaliste ? La loi du profit ne s'érige-t-elle pas en science de l'économie ?

Nous nous souvenons d'avoir désigné à la ministre de l'Information les malversations d'un exilé fiscal nommé Hersant. Il a été soutenu. Il dort tranquille sur son tas d'or en Suisse, à la tête d'un nouvel empire de presse. Son repreneur préféré, Rossel, bénéficia de l'appui de l'Etat, d'un gouvernement à l'autre. En guise de reconnaissance, le réfugié en Suisse Hersant a jeté l'escroc Tapie à la face du gouvernement complaisant. Bon appétit.

Nous voyons les dégâts des caprices de Lagardère. Il eut le pouvoir de changer la loi Bichet pour mettre en coupe réglée la distribution des imprimés d'information. Monsieur voulait se retirer de l'affaire NMPP Prestalis. L'Etat, les syndicats patronaux se sont pliés en quatre pour détruire la distribution démocratique. Et ils la livrent au marché. Combien d'emplois à la clé ? Combien de titres en péril ? Qu'importe à Lagardère et à ses affidés.

Nous regardons les efforts qu'ont dû faire les salariés de M Real et leurs représentants syndicaux pour arracher leur usine des griffes d'un prédateur lointain, pressé de la mettre à mort. Le droit de propriété, celui qui sert de fondement aux tribunaux de commerce, l'a emporté. Il aura fallu une complicité entre syndicats CGT, conseil général et mairies pour repousser l'échéance et imposer la survie de l'entreprise. Dans l'indifférence compassionnelle du gouvernement.

Nous soutenons sans réserve la lutte de ceux de Stora Enso Corbehem et de la papeterie de Condat contre les malversations patronales, consistant à faire peser sur l'emploi des considérations financières privées. Combien d'efforts, d'engagement il faudra pour que ces usines et leurs emplois survivent ? Et sur quel point d'appui, au gouvernement, pourront-ils compter pour faire pièce à la logique du management libéral mondialisé ?

Les nouveaux moralisateurs ? Nous les voyons gambader dans les rues avec le parti catholique, ses alliés de l'extrême droite et de la droite proche, tandis que tous les politiciens se positionnent pour tirer partie de l'affaire. Pendant ce temps, les licenciements continuent. Nous, nous voulons une transformation sociale, et une démocratie fondée sur l'intérêt général et le partage égalitaires des biens communs. Pas d'un nouveau code déontologique de circonstance soluble dans les nouvelles affaires que ne manqueront pas de charrier les égouts désormais à ciel ouvert.